

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 23 avril 2018

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
24	19	5

N° de la séance : 03

Objet de la délibération : Direction de la Cohésion Sociale - Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi - Convention de mise à disposition de locaux avec la Commune de Villeneuve Loubet - Renouvellement

☒ Original
☐ Expédition certifiée conforme à l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2018.074

Date de la convocation :
Le 17/04/2018

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **- 4 MAI 2018**

de la réception s/Préfecture
en date du **- 4 MAI 2018**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services


Stéphane PINTRE

L'an deux mil dix-huit et le 23 avril à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, Claude BERENGER, Joseph VALETTE

ABSENTS :

Lionnel LUCA, Thierry OCCELLI, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, René TRASTOUR

Madame SALUCKI,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a décidé par délibération du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2003 d'exercer la compétence Politique de la Ville sur son territoire. Elle a notamment considéré comme étant d'intérêt communautaire les actions d'insertion par l'économie ainsi que la création d'un Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE).

Par délibération en date du 15 juin 2015, le Conseil Communautaire a approuvé le projet de création du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi de la CASA. Ce dernier a été renouvelé pour la période 2018 - 2020 par délibération en date du 19 février 2018.

Opérationnel depuis le 1^{er} juillet 2015, le PLIE est un dispositif visant l'accompagnement vers l'insertion professionnelle des personnes les plus en difficulté. Il s'agit d'un service de proximité qui intervient sur la totalité du territoire de la CASA par des permanences assurées par les référents sur plusieurs communes.

Dans ce cadre, la commune de Villeneuve-Loubet met à la disposition de la C.A.S.A. un local de 13 m² situé 2 Avenue des rives – 06270 Villeneuve-Loubet.

Il est convenu que ce local sera utilisé dans le cadre d'accompagnements socio-professionnels des demandeurs d'emploi menés par le personnel du service PLIE de la CASA.

La mise à disposition du local susmentionné est consentie à titre gracieux jusqu'au 31 décembre 2018 avec renouvellement d'un an par tacite reconduction, dans la limite de trois ans.

Une convention fixant les modalités de cette mise à disposition est proposée à l'approbation du Bureau Communautaire.

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 14 avril 2014 qui donne délégation au Bureau Communautaire pour « prendre toutes décisions en matière de mise à disposition de locaux et de terrains relevant du domaine public ou de tous autres éléments mobiliers du patrimoine »,

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver les termes de la convention de mise à disposition d'un local entre la commune de Villeneuve-Loubet et la C.A.S.A., dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver les termes de la convention de mise à disposition d'un local entre la commune de Villeneuve-Loubet et la C.A.S.A., dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 23 avril 2018
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

DEPARTEMENT DES ALPES MARITIMES

Arrondissement de Grasse



COMMUNE DE
VilleneuveLoubet

CONVENTION DE MISE A DISPOSTION

GRATUITE D'UN LOCAL

Sis 2, avenue des rives

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS



ENTRE :

La Ville de VILLENEUVE-LOUBET, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Lionnel LUCA, agissant en exécution de l'article L 2122-22 5^{ème} alinéa du code général des collectivités territoriales et de la délibération du Conseil Municipal n°2017-065 en date du 27 juin 2017, portant délégations du Conseil Municipal au Maire, en application de l'article précité,

D'une part, ci-après dénommée « la Commune »,

ET

La Communauté d'Agglomération de Sophia Antipolis, dont le siège social est fixé à la Mairie d'Antibes, BP 2205, 06600 Antibes, représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant en qualité de Président, dûment habilité par décision du Bureau Communautaire en date du 23 avril 2018,

D'autre part, ci-après dénommée « la CASA »,

PREAMBULE

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.
- Considérant la demande de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis de disposer d'un local dans le cadre du Plan Local pour l'Insertion pour l'Emploi (PLIE), afin de permettre au référent PLIE d'assurer des permanences sur la Commune,
- Considérant que l'occupation ou l'utilisation du domaine public ne peut être que temporaire et que l'autorisation d'occuper le domaine public présente un caractère précaire et révocable,

Il est convenu ce qui suit entre les soussignés :

ARTICLE 1 – Conditions générales

La commune met à disposition de la CASA, un local en rez-de-chaussée du bâtiment situé 2, avenue des Rives – 06270 Villeneuve-Loubet, d'une superficie d'environ 13 m².

Il est à noter qu'en fonction des besoins de la mairie, cette dernière pourra disposer de ce local normalement prévu pour la CASA et proposer un autre local à la place. La mairie informera la CASA de ce changement dans un délai raisonnable.

La CASA s'engage à n'utiliser le local ci-dessus désigné qu'en vue de l'objet annoncé à l'article 3 de la présente convention et de satisfaire aux obligations suivantes :

- Restituer en l'état le lieu et le mobilier mis à disposition (bureau/chaises)
- Respecter l'ordre public, l'hygiène et les bonnes mœurs.

ARTICLE 2 – Remise du local

La CASA prend les lieux dans leur état. Elle ne pourra exiger aucune réparation ou modification dont la commune demeure seule juge.

La CASA déclare connaître parfaitement l'état du local qu'elle est autorisée à utiliser, et s'interdit toute réclamation ou tout recours qui seraient fondés sur le caractère impropre de ce bien à sa destination.

ARTICLE 3 – Désignation du local et programme d'utilisation

Le local ci-dessus désigné pourra être utilisé par la CASA dans le cadre d'accompagnement socio-professionnel de demandeurs d'emploi avec le personnel du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi de la CASA selon le programme suivant :

- Lundi après-midi de 13h30 à 17h00
- Mercredi de 08h00 à 17h00
- Vendredi de 08h00 à 16h00



Il est convenu que le local sera accessible uniquement pendant les horaires d'ouverture de la mairie.

ARTICLE 4 – Utilisation courante du local

L'utilisation du local devra se faire conformément aux prescriptions des services communaux.

Après chaque utilisation, la CASA veillera notamment :

- à l'extinction de toutes les lumières
- à la propreté des lieux.

ARTICLE 5 – Dispositions relatives à la sécurité

La commune s'engage à maintenir en état de fonctionnement et de sécurité le local concerné et à prendre en charge les frais de maintenance du bâtiment, à assumer directement la responsabilité des installations techniques.

La commune prend en charge : les travaux qui incombent à tout propriétaire d'immeuble afin que le local soit en état d'être utilisé ; les impôts locaux ; les assurances concernant le bâtiment.

La CASA reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité et s'engage à les respecter
- Avoir procédé, avec les services de la commune, à une visite du site où se trouve le local utilisé, constaté l'emplacement des dispositifs de secours et d'alarme et reconnu les itinéraires d'évacuation et les issues de secours.

ARTICLE 6 – Responsabilité & Assurance

La CASA atteste être titulaire d'un contrat d'assurance en cours de validité. Cette assurance couvre les risques inhérents à l'occupation d'un local, aux activités exercées et au matériel utilisé mis à sa disposition et lui appartenant, y compris vis-à-vis des tiers.

La CASA est directement responsable des locaux et du matériel mis à sa disposition. En cas de dégradations ou de vol, sa responsabilité pourra être engagée.

La CASA fournira les attestations d'assurance conformes aux obligations du présent article, précisant la situation du local assuré et l'activité de la CASA.

Conformément à l'Article L 2131-10 du Code général des collectivités territoriales, la commune ne peut renoncer à exercer toute action en responsabilité à l'égard de la CASA pour les dommages que celle-ci pourrait causer.

La responsabilité des agents territoriaux travaillant dans ces lieux ne pourra en aucun cas être engagée en lieu et place de l'Utilisateur.

ARTICLE 7 – Modification des locaux

En aucun cas la CASA n'est autorisée à apporter une quelconque modification au local et installations. Si le besoin s'en fait sentir, la CASA est tenue d'en assurer la demande à la commune.

En cas d'accord, tous les frais seront à la charge du demandeur qui sera également tenu de remettre les lieux dans leur état initial en cas de résiliation de la présente convention, sauf décision contraire de la commune.



ARTICLE 8 – Loyer et Charges

La commune autorise l'utilisation du local susmentionné à titre gracieux.

La CASA prendra à sa charge la mise en place de l'équipement informatique et téléphonique et en paiera les consommations et les abonnements.

ARTICLE 9 – Durée de la convention et modalités de réalisation

La présente convention est conclue *intuitu personae*.

Elle prend effet à compter de sa date de signature par chaque partie, pour **une durée d'un an**, soit jusqu'au 31 décembre 2018. Elle est renouvelable annuellement par tacite reconduction, pour une durée équivalente à un an sans pouvoir excéder une durée totale de trois (03) ans.

Au-delà de cette période, les parties se réuniront pour envisager les modalités de poursuite de leurs relations.

La convention est consentie à titre précaire et révocable, conformément aux articles L. 2122-1 et suivants du Code général de la propriété des personnes publiques et pourra être résiliée :

- Par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect de l'une ou plusieurs clauses de la présente convention ou des lois et règlements régissant les relations entre les collectivités. La résiliation se fera par courrier recommandé avec accusé de réception, ou remis par un agent assermenté. La résiliation ne sera effective qu'à l'expiration d'un délai d'un mois.
- Par la commune, à tout moment pour cas de force majeure ou pour des motifs sérieux tenant au bon fonctionnement des services municipaux ou de l'ordre public, par lettre recommandée avec préavis d'une semaine.
- Par la CASA, par lettre recommandée avec préavis d'une semaine.

Dès que la résiliation deviendra effective, la CASA perdra tout droit à l'utilisation des locaux et des matériels, sans pouvoir prétendre à aucune indemnisation du préjudice qu'elle pourrait subir du fait de la résiliation.

ARTICLE 10 – Arbitrage - Contentieux

La CASA sera personnellement responsable des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention. Elle devra notamment répondre à des dégradations causées au local mis à disposition pendant le temps qu'elle en aura la jouissance et commises tant par elle que par ses membres ou préposés, ou toute personne effectuant des travaux ou des interventions pour son compte.

En cas de litige, de conflit, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux devra être porté devant le tribunal Administratif de Nice s'agissant d'une convention comportant usage de dépendance du domaine public.

FAIT A VILLENEUVE-LOUBET, en 3 exemplaires originaux, le

La Commune

La C.A.S.A.

Lionnel LUCA

Député de la Nation

Maire de Villeneuve Loubet

Vice-Président de la Communauté

D'Agglomération Sophia Antipolis

Jean LEONETTI

Président de la Communauté
d'Agglomération Sophia Antipolis

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 23/04/2018
Numéro : BC_2018_074
Nature : DE - Deliberations
Objet : Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi - Convention de mise à disposition de locaux avec la Commune de Villeneuve Loubet - Renouvellement
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : NPCYZAI

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 04/05/2018
Identifiant : 006-240600585-20180423-BC_2018_074-DE

Acte reçu

Date : 23/04/2018
Numéro interne : BC_2018_074
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 5
Objet : Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi - Convention de mise à disposition de locaux avec la Commune de Villeneuve Loubet - Renouvellement
Classification utilisée : 19/04/2017
Document : 99_DE-006-240600585-20180423-BC_2018_074-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_DE-006-240600585-20180423-BC_2018_074-DE-1-1_2.PDF

N